



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

A/42/644

S/19196

12 octobre 1987

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLEE GENERALE
Quarante-deuxième session
Point 33 de l'ordre du jour
POLITIQUE D'APARTHEID DU
GOUVERNEMENT SUD-AFRICAIN

CONSEIL DE SECURITE
Quarante-deuxième année

Note verbale en date du 12 octobre 1987, adressée au Secrétaire
général par la Mission permanente du Brésil auprès de
l'Organisation des Nations Unies

Le Représentant permanent du Brésil auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Secrétaire général de l'Organisation et a l'honneur de lui transmettre ci-joint un message que le Gouvernement brésilien a adressé au Comité spécial contre l'apartheid à l'occasion de la Journée de solidarité avec les prisonniers politiques sud-africains (voir annexe).

Le Représentant permanent du Brésil auprès de l'Organisation des Nations Unies prie le Secrétaire général de bien vouloir diffuser ce message comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 33 de l'ordre du jour, et comme document au Conseil de sécurité.

ANNEXE

Message du Gouvernement brésilien au Comité spécial contre
l'apartheid à l'occasion de la Journée de solidarité avec
les prisonniers politiques sud-africains

A l'occasion de la Journée de solidarité avec les prisonniers politiques sud-africains, le Gouvernement de la République fédérale du Brésil tient à réaffirmer une nouvelle fois qu'il condamne résolument le régime d'apartheid et est fermement attaché à la cause de l'élimination de ce régime en Afrique du Sud.

Le Brésil déplore la montée de la violence en Afrique du Sud. Le système injuste de l'apartheid s'est aggravé, depuis deux ans, du fait de l'imposition de l'"état d'urgence", qui a entraîné l'emprisonnement de milliers de citoyens sud-africains.

Le Brésil appuie les efforts de ceux des Sud-Africains qui cherchent à établir un dialogue réellement représentatif entre toutes les forces politiques en présence. C'est pourquoi il s'associe à la communauté internationale pour demander que tous les prisonniers politiques soient libérés, et que les partis et les organisations politiques qui ne peuvent pas proclamer librement leurs idéaux se voient accorder un statut légal.

L'Organisation des Nations Unies a un rôle essentiel à jouer pour mobiliser l'opinion internationale, afin qu'elle fasse pression sur l'Afrique du Sud pour l'amener à renoncer à ses politiques racistes institutionnalisées.

1
2
3
4
5
6
7
8
9
10
11
12
13
14
15
16
17
18
19
20
21
22
23
24
25
26
27
28
29
30
31
32
33
34
35
36
37
38
39
40
41
42
43
44
45
46
47
48
49
50